

# Une nouvelle phase du capitalisme ?

## Une lecture des enjeux de la crise actuelle

### Introduction

En vingt ans, nous avons assisté à la disparition de deux utopies prétendant organiser le fonctionnement d'ensemble des économies. A la négation de l'organisation du modèle néolibéral répondait le refus du marché de modèle soviétique.

La période de dysfonctionnement systémique que nous traversons marque la fin de l'utopie néolibérale d'une économie mondiale équilibrée, autorégulée par les marchés. La victoire définitive de cette utopie annoncée après l'effondrement de l'utopie concurrente du XX<sup>e</sup> siècle n'a été que de courte durée. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, nous ne pouvons que constater le fiasco des deux utopies prétendant organiser le fonctionnement d'ensemble des sociétés et de leur économie. L'utopie soviétique se proposait de construire une économie centralement planifiée, efficace et efficiente en éliminant totalement le marché tout en assurant les grands équilibres entre les fonctions économiques. L'implosion pacifique de l'Union soviétique en 1991 a scellé le sort de cette tentative de gérer politiquement les activités économiques en excluant, par principe, l'autonomie des agents dans leurs fonctions économiques. Le modèle avait survécu grâce à plusieurs programmes de réformes, jamais abouties, permettant aux acteurs d'aménager des espaces limités d'autonomie et, par la même, de lui rendre encore plus difficile d'assurer la cohérence d'ensemble du système. La Chine avait, d'une certaine manière, montré la voie par des changements radicaux dans le fonctionnement d'une économie centralisée. Les dirigeants chinois s'engageaient, dès la fin des années 70, sur la voie de l'insertion internationale de l'économie chinoise, de l'extension des marchés et de l'instauration d'une forme très singulière de capitalisme autoritaire. Cette débâcle marque l'échec, peut-être définitif, d'un courant de pensée dont le paradigme reposait sur une assimilation entre l'organisation d'une entreprise et celle d'une économie composée de centres de décisions autonomes. Le système soviétique a démontré sa capacité à assurer une croissance soutenue durant des décennies sans jamais la transformer en développement qui aurait supposé la transformation des structures économiques, politiques et sociales dont l'objet était la constitution d'un système productif aut centré et autosuffisant.

### Pierre Bailly

Université  
Pierre-Mendès-France  
de Grenoble  
(pierre.bailly@upmf-  
grenoble.fr)

Avec la disparition de l'Union soviétique, deux thèses s'opposent radicalement sur le devenir de la mondialisation. L'une défend une unification progressive du monde dans un processus inéluctable d'expansion cohérente du capitalisme, de la libre entreprise et de la démocratie, entraînant une unité substantielle du monde et impliquant la disparition des idéologies concurrentes et la fin de la lutte des classes et de l'histoire, mais pas des conflits (Fukuyama, 1992). A cette vision néoconservatrice du monde s'oppose une argumentation mettant l'accent sur la persistance d'invariants propres aux différentes civilisations, sans qu'il soit possible de découvrir des convergences. Les différences restent indépassables et sont autant de conceptions du monde inconciliables, caractérisées par des conceptions différentes de l'économie, du social et de la politique (Huntington, 2007). Au monde unifié sous la direction d'une hyperpuissance (Védrine, 2009), dont la responsabilité historique est d'accélérer la survenance d'un monde nouveau, répond la vision d'un monde multipolaire, sujet de conflits, d'affrontements, de négociations et de partenariats.

Ces deux crises successives, comme toutes les grandes crises, ont des dimensions idéologiques et intellectuelles.

Ces deux utopies faisaient l'impasse sur les acteurs qui, dans un cas, n'avaient, théoriquement, aucune espèce d'autonomie. De fait les acteurs avaient obtenu des degrés de liberté leur permettant de modifier leur environnement à leur profit sous contraintes. Dans le second cas, les acteurs devaient ne connaître que les prix et avoir des comportements de maximisation sous contrainte. En fait, les acteurs (firmes, ménages, individus, Etats, régions, unions régionales, spéculateurs, banques, ONG) n'ont pas respecté les règles et ont utilisé à leur profit toutes les possibilités leur permettant d'atteindre leur but. Du point de vue théorique, il ne s'agit que du débat sur le *no bridge*, autrement dit l'impossibilité de passer du niveau des agents à celui d'ensemble, malgré les nombreux travaux des théoriciens des fondements microéconomiques de la macroéconomie. Dans l'autre sens, la dynamique des grands agrégats (consommation, épargne, investissements) ne détermine pas le comportement des agents.

La crise actuelle du capitalisme néolibéral constitue une nouvelle bifurcation dans l'évolution du capitalisme, liée à l'épuisement de la dynamique du modèle mis en place en réponse à la crise des systèmes productifs nationaux.

## **Le capitalisme néolibéral: solution à la crise des systèmes productifs ?**

La crise de 2008 a remisé, pour un temps au moins, l'assertion de la capacité des marchés à être autorégulateurs et efficaces, tout en réduisant au minimum l'intervention publique. La crise du modèle néolibéral avec des

dimensions ultralibérales a conduit à ce résultat, pour le moins paradoxal, que seules les interventions des Etats ont permis d'éviter un effondrement systémique de l'économie mondiale. Cette crise est celle de la révolution libérale marquée par l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher (1979) et de Ronald Reagan (1980).

En nous situant sur un plan historique, il est possible de décrire à grands traits, ce qui suppose ensuite de nuancer et de préciser les grandes tendances, le XX<sup>e</sup> siècle en distinguant deux périodes. La première mondialisation, de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, pour reprendre l'expression de Berger (Berger, 2003), sous la forme du développement des impérialismes. Cette « Belle époque » est caractérisée, tout à la fois, par de nombreuses avancées technologiques et par une absence de régulation des marchés et des relations internationales. Elle s'achève avec la montée des nationalismes et du protectionnisme, par la Première Guerre mondiale et la fin de la domination des Etats européens sur le monde.

A la suite de cette guerre, les tentatives de reconstruction du modèle impérialiste classique échouent. Il s'ensuit une période de libéralisme (faute d'une vision claire des dynamiques) avec une dominance des marchés et une financiarisation de l'économie (Galbraith, 2011) et l'émergence d'innovations techniques et sociales. Cette période s'achève avec les crises boursières, puis la crise économique mondiale, la Grande dépression. Après les épisodes de régression boursière, tous les Etats, y compris les Etats-Unis, abandonnent le libéralisme; ils développent des réglementations pour limiter les possibilités des organismes financiers avec, par exemple, le *Glass-Steagall Act* ou *Banking Act* de 1933 qui bénéficiera, dans ses principes, d'une diffusion internationale qui sera contestée, puis abandonnée au cours de la période néolibérale de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Les réponses pratiques à cette crise aboutissent à la constitution d'économies nationales régulées par les pouvoirs publics sous forme de systèmes productifs, avec réduction des relations économiques internationales. De ce point de vue, le choix de l'Union soviétique de la « construction du socialisme dans un seul pays » apparaît précurseur avec son système de planification totale. Deux types de régime émergeront alors : les gouvernements autoritaires en Europe continentale et au Japon et les régimes démocratiques de type fordiste aux Etats-Unis avec le New deal et en Grande-Bretagne avec l'Etat-providence. Keynes (Keynes, 1959) fournira la théorie économique de ces interventions globales des pouvoirs publics, seules à même de pouvoir réduire le chômage de masse. La Seconde Guerre mondiale aboutira à la victoire conjointe de l'Union soviétique et des démocraties fondée sur le compromis fordiste. Après la Seconde Guerre mondiale, les politiques de la croissance et du développement retrouvent les préoccupations d'auteurs comme F. List en Allemagne (List, Todd et Kodratoff, 1998) ou Hamilton aux Etats-Unis (Hamilton, 1791), renouvelées par l'économie du développement avec Perroux (Perroux, 1969), Hirschman (Hirschman et Andler, 1981), Rostow

(Rostow, 1997). Les politiques économiques mises en œuvre s'appuient sur les conceptions théoriques des économistes de la synthèse keynéso-néoclassique (macro-économie keynésienne, micro-économie néoclassique). L'Etat est l'acteur principal, il se substitue plus ou moins aux acteurs économiques et se donne les moyens d'orienter leurs décisions. Les échanges internationaux répondent à des objectifs nationaux et sont plus ou moins contraints par les réglementations nationales. L'instauration de ce modèle s'explique par un ensemble de contraintes, conséquences des guerres et des crises. La première raison s'explique par les besoins d'instaurer un mode de régulation stable des économies déstructurées par la crise de l'entre-deux-guerres, d'assurer la reconversion d'une économie de guerre en une économie civile, de reconstruire des économies détruites par la ou les guerres. Ce dernier aspect est particulièrement vrai pour les économies européennes. La seconde raison articule des choix politiques et économiques en vue de constituer des économies nationales pour pouvoir se prémunir contre la domination des économies les plus puissantes (britannique puis américaine), tout en organisant des formes de coopération au sein des institutions internationales. La troisième raison tient à la décolonisation qui fait émerger de nouveaux Etats cherchant à construire ou reconstruire des économies nationales autocentrées en vue d'assurer leur indépendance vis-à-vis des grandes puissances. Un ordre productif et social stable est instauré au sein d'une configuration internationale fondée sur l'opposition entre deux blocs antagonistes.

Cette politique de développement, d'abord pensée pour la reconstruction des économies européennes détruites par la guerre, réussira dans les pays capitalistes développés (Europe de l'Ouest, Japon) et échouera partout ailleurs. En particulier, ces politiques n'apporteront pas les résultats attendus pour réduire le sous-développement, que ce soit dans l'application des modèles d'industrialisation de substitution aux importations ou dans la constitution de systèmes productifs de développement autocentré dans une démarche d'industries industrialisantes. Ces politiques ont permis la croissance du PIB sans, généralement, transformer cette croissance en développement, autrement dit sans transition vers de nouvelles structures sociales. Les succès initiaux se heurtent à divers obstacles qui conduiront à une ouverture internationale de plus en plus assumée, analysée dans les années 70 comme un processus d'internationalisation. Les relations économiques sont véritablement internationales, les acteurs sont contraints par les choix nationaux et la structuration du monde polarisée principalement entre deux puissances.

La succession des politiques de *stop-and-go* des années appelées les « Trente Glorieuses » (Fourastié, 1979) en France, le « *Golden age* du capitalisme » par E. Hobsbawm (Hobsbawm, 1999) a progressivement transformé les modes de régulation étatiques rendus moins efficaces en raison de l'importance croissante des agents (émergence de la société civile), l'extension de

l'intégration européenne et des regroupements régionaux et l'ouverture internationale analysée comme un processus d'internationalisation. Ces déséquilibres, sensibles dès la fin des années 60, ne permettront pas aux économies développées de répondre efficacement au choc exogène d'une multiplication du prix de l'énergie, d'où la crise des systèmes productifs dès la fin des années 60 et 70, qui perdent de leur cohérence du fait de la croissance des échanges internationaux (Barrère, Kebabdjian et Weinstein, 1983; Greffe et Reiffers, 1978).

Dans le cas des Etats engagés dans le processus d'intégration européenne, les développements de la construction communautaire affaiblissent les systèmes productifs nationaux sans qu'émerge un système productif européen. De ce point de vue, la construction européenne participe de la désorganisation et de la perturbation des systèmes productifs nationaux. Nous entendons par crise l'incapacité des économies nationales à assurer la réalisation du plein emploi. Les difficultés de la poursuite du modèle conduisent également à des interrogations sur les limites de la croissance dues à la raréfaction des ressources (Meadows *et al.*, 1972), l'augmentation de la population (Ehrlich, 1972) et les atteintes à l'environnement (Georgescu-Roegen, 1981).

Le début de la mondialisation est analysé dans un premier temps comme une internationalisation du cycle du capital (Andreff *et al.*, 1974) (Palloix, 1975), ou un processus de transnationalisation (Byé et Bernis, 1977). Le modèle de régulation prévalant ne répond plus à ses propres objectifs (croissance de la richesse, redistribution, plein emploi), et les formes d'intervention publique associées sont progressivement abandonnées au début des années 80, pour la France très symboliquement avec le tournant de la rigueur de 1983. Le processus de mondialisation prendra son essor avec les politiques publiques appuyées sur les approches théoriques des nouveaux classiques pour qui les politiques économiques sont aux mieux inutiles, au pire néfastes. Le consensus de Washington (Toussaint, 2006) constitue une synthèse des pratiques néolibérales appliquées aux pays en développement, une institutionnalisation de l'OMC et de la financiarisation (Aglietta, 2010).

La crise des systèmes productifs nationaux, autrement dit leur incapacité à assurer la croissance et le plein emploi, débouche sur une nouvelle phase des capitalismes associant la mondialisation des activités à la priorité donnée aux marchés supposés autorégulateurs.

Cette nouvelle phase se caractérise par la disqualification et le démantèlement des régulations publiques fondées sur l'hypothèse des anticipations rationnelles, la réduction du rôle des pouvoirs publics et la dérégulation des économies par un ensemble de politiques néolibérales rompant avec le paradigme ancien (1). L'importance croissante des marchés et une nouvelle mondialisation constituent une réponse à l'incapacité des politiques à résoudre les difficultés économiques en situation de stagflation. Le processus de mondialisation sera largement dominé par les Etats-Unis qui, au début des années 90, pourront être qualifiés d'hyperpuissance (2)

(1) Ronald Reagan déclare le 20 janvier 1981 au cours de son discours d'investiture que « l'Etat n'est pas la solution à nos problèmes... L'Etat est le problème ».

(2) Concept politique utilisé par le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, en 1999.

(Quilès et Novosseloff, 2005) avec la disparition de l'Union soviétique. Les économies nationales, dont les systèmes productifs perdent graduellement leur cohérence, s'ouvrent aux échanges internationaux, souvent par le biais de regroupements régionaux. L'éclatement des processus productifs permet une plus grande flexibilité dans l'organisation des phases de la production, en particulier sur le plan géographique, à travers la constitution de réseaux (Veltz, 2008). Les politiques économiques caractérisées par la recherche d'une insertion dans les échanges internationaux permettent à de nombreux pays de l'ex-Tiers-monde des formes de croissance et de développement rapides, en particulier en Asie.

(3) Les mondialisations antérieures ont pu avoir des répercussions encore plus importantes.

Cette seconde mondialisation, du XX<sup>e</sup> siècle (3), bouleverse la configuration des pouvoirs et des grands courants économiques. Les pays, ou les zones ayant persisté dans le maintien des systèmes productifs nationaux, se retrouvent devant de grandes difficultés du fait de leur perte de compétitivité. Cette mondialisation s'est réalisée avec le soutien des puissances occidentales à leurs entreprises, en particulier des Etats-Unis, sans qu'elle ne s'accompagne de procédures de régulation internationale. Au contraire, le « consensus de Washington » synthétise en quelques règles la vision néolibérale du fondamentalisme du marché en vue de réduire au minimum les régulations étatiques au profit des régulations marchandes. Les fondements théoriques de ces politiques ont été développés par nombre d'économistes opposés au keynésianisme, avec la prééminence des conceptions monétaristes ou libérales avec le courant de la nouvelle économie classique qui défend la thèse de l'inanité de toutes interventions publiques. De façon analogue, alors que la phase précédente faisait de l'Etat le *deus ex machina*, au cours de la phase de mondialisation les marchés sont devenus l'*alpha* et l'*oméga* de la pensée économique. Cette vision d'un monde fini se renforce avec l'implosion de l'Union soviétique, donnant parfois l'illusion d'une fin de l'histoire (Fukuyama, 2008) et d'un développement harmonieux du capitalisme, sujet au risque de la persistance des invariants des différentes civilisations (Huntington, 2007), qui sont autant de conceptions du monde. Il est significatif que durant cette période le FMI, plutôt que d'assurer une forme de régulation financière, impose des normes qui sont de pures traductions de l'idéologie des marchés autorégulateurs. Le capitalisme qui s'instaure rompt avec le compromis fordiste, il est de nature patrimoniale avec des dirigeants d'entreprise qui ne détiennent, au moins pour les plus grandes, pas la majorité du capital, qui ne sont pas non plus les managers de la période fordiste (Galbraith, 1974), mais s'apparentent plutôt à une sorte de « bourgeoisie salariée » (Milner, 1997) au service des actionnaires et des propriétaires en général.

Les crises récurrentes, surtout à partir des années 90, puis la crise de 2007, débouchent sur des modifications structurelles qui transforment le fonctionnement du système économique (Arena, 2011) qui rend de plus en plus insoutenables les préconisations des politiques économiques

de l'orthodoxie dominante. Un des exemples « d'erreur » signifiante est illustré par l'analyse du FMI concernant la sous-estimation du calcul des multiplicateurs, qui devraient être égaux à zéro selon la théorie des anticipations rationnelles. Cette inexactitude fut ensuite reconnue comme telle (Blanchard et Leigh, 2013) sans que cela implique d'ailleurs beaucoup de conséquences quant à la réorientation des politiques de rigueur soutenues par les organisations internationales.

## Vers un abandon du paradigme de l'autorégulation des marchés ?

Les raisons avancées, pour expliquer la crise sont nombreuses et diversifiées, de la cupidité (Stiglitz, 2010) aux subprimes en passant par l'intervention publique ou à son absence. Cependant, au grand étonnement des économistes du *mainstream*, la plus grande surprise provient de la possibilité même d'une crise globale des économies occidentales. Comme le souligne Jean-Hervé Lorenzi, la théorie économique avait résolu les problèmes d'instabilité, la politique économique était devenue une affaire de gestionnaires cherchant les équilibres à opérer entre outils économiques disponibles, en particulier budgétaires, utilisant une méthode du *fine-tuning*, le réglage fin de la conjoncture (Cercle des économistes, 2009), loin des enjeux et des débats démocratiques. Cette illusion d'un monde sans contradictions, avec la disparition des classes, était déjà partagée par les économistes concepteurs du modèle physico-financier, quelques années avant la grande crise du fordisme (1973-1980). Ce qui avait participé du discrédit de la théorie keynésienne.

La configuration actuelle des économies et les évolutions constatées, comme les remises en cause radicales des théories économiques, dénotent une montée des incertitudes. L'ancien mode de fonctionnement n'est plus ni efficient ni efficace, un nouveau mode émerge dont il est encore difficile de préciser les contours. Une vaste palette d'économistes et de philosophes met en cause la version néolibérale du capitalisme. D'autres proposent d'en finir avec le capitalisme tout en conservant les marchés, dans un buissonnement impressionnant des approches et des théories. La phase du libéralisme a permis de dépasser l'ancien modèle et de fonder les traits principaux d'un nouveau modèle. En ce sens il s'agit d'une phase longue de crise schumpétérienne de « destruction créatrice ». Elle transforme les technologies avec la dominance des technologies du traitement de l'information (activités tertiaires et tertiarisation des activités industrielles), au détriment de celles transformant la matière (industries taylorisées), du moins dans les zones capitalistes les plus développées, puisque ces activités font l'objet de délocalisations vers des zones à faibles coûts de main-d'œuvre. Elle déconstruit également les modèles fordistes sans qu'émerge véritablement un



nouveau modèle social. Les phénomènes de désindustrialisation, qui dans un monde plat et sans conflit, ne devraient pas avoir d'effet, aboutissent à la crise (Artus et Virard, 2011).

La crise de 2007 et ses conséquences font l'objet d'analyses diverses qui peuvent être regroupées en cinq modèles de crise. Les premières approches privilégient le niveau financier en mettant, au premier plan, le jeu des acteurs dénonçant leur avidité, leur cynisme et leur éloignement de la réalité. Une crise éthique d'agents ayant perdu tout sens moral. Un second ensemble d'analyses insiste sur le caractère inéluctable et, pour partie, bienfaiteur des crises. La crise serait consubstantielle au fonctionnement normal des marchés qui, faute d'une régulation externe, éliminent les désajustements par des crises périodiques d'autant plus fortes que les tensions précédentes étaient plus fortes. Une troisième approche insiste sur l'échec des marchés à l'autorégulation : une crise du libéralisme. Le quatrième courant explique la crise par la mondialisation, facteur de déstabilisation des économies nationales : crise du capitalisme ou crise de la mondialisation ? Un cinquième modèle analyse la période des crises récurrentes des années 1990-2010 dans une autre dimension, celle d'une transformation du mode de produire et des relations sociales et économiques afférentes. Les rapports de force internationaux, conséquences inattendues des bouleversements induits par la phase de mondialisation libérale, se modifient sensiblement avec l'apparition de nouvelles puissances (les pays émergents, les BRICS), la multiplication des régionalisations plus ou moins structurées (Union européenne, ASEAN, Organisation de coopération de Shanghai, ALENA, Mercosur), avec des succès divers, les deux processus pouvant s'imbriquer.

Autant il serait présomptueux de vouloir décrire les contours de la nouvelle configuration du monde en élaboration, autant il est possible d'affirmer que les acteurs internationaux (Etats, regroupements régionaux, organisations internationales, ONG, firmes) ne permettent plus les politiques unilatérales typiques des politiques américaines des années 1990-2000 et l'imposition des normes d'un néolibéralisme souvent associé au courant néoconservateur. En effet, le niveau d'interdépendance entre les économies et les agents pousse à la négociation plus qu'à l'affrontement. La multiplication des rencontres internationales formelles (G20, G7, G8) et les négociations plus informelles dans le cadre de divers sommets ou réunions traduisent cette nouvelle réalité (4). Les organisations internationales comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale ou le BIT retrouvent une partie de leurs objectifs régulateurs de recherche de compromis ou de consensus. Le FMI constitue l'exemple le plus éclatant de cette réorientation vers le conseil et la diminution des conditionnalités de l'aide, abandonnant pour partie l'obligation du respect strict de normes préétablies. Ces réorientations s'expliquent par les effets des crises financière puis économique, de l'internationalisation des problèmes économiques et politiques, de l'extension des usages d'Internet et des effets du réchauffement climatique. Dans tous les cas, si les constats

(4) Un exemple typique est la présence à la réunion ECOFIN de Varsovie (2011) d'un représentant de l'administration américaine.



font à peu près consensus, les raisons des événements et les dynamiques en cours, y compris sur l'effet des gaz à effet de serre, font l'objet de débats et de controverses récurrents.

De nouvelles variétés du capitalisme (Amable, 2005), au sens où il existe des traits communs partagés par toutes les économies capitalistes au cours d'une période, avec néanmoins des spécificités nationales propres à chaque Etat qui développe une configuration économique et sociale propre (Lambin et Lamfalussy, 2011), émergent en rupture avec le modèle de croissance néolibérale, inégalitaire, sans qu'il soit envisageable de revenir aux systèmes productifs antérieurs. Elle n'est pas apparue soudainement comme solution miracle à la crise (5). Des éléments se développent et prennent de l'importance tout au long des années 1990-2000 (Bailly, 2009). Il est possible de les regrouper en quatre dimensions unifiées sous le terme polysémique et controversé de «développement durable»: le nouveau développement, l'articulation des niveaux local et mondial, les grappes d'innovation tant sur les produits que sur les processus, l'intervention des acteurs.

(5) Au sens où il existe des traits communs partagés par toutes les économies capitalistes, néanmoins chaque Etat développe une configuration économique et sociale propre.

Le nouveau paradigme donne un rôle plus important aux multiples acteurs (l'approche en termes de *stakeholders*) en réduisant l'importance des marchés et en redonnant plus d'importance aux Etats, contrôlés par des processus démocratiques, et aux acteurs.

Les capitalismes du développement durable seront divers, avec des versions donnant plus d'importance à l'Etat (Aglietta, 2010), d'autres plus de champ aux marchés, avec une dimension mondiale affirmée, avec prise du local et de l'infranational (régions) dans le cadre de l'application du principe de subsidiarité.

Au plan économique, le développement durable fait l'objet de deux courants qui s'opposent: pour l'un, il est nécessaire d'avoir une intervention publique forte; pour l'autre, les mécanismes économiques associés à une régulation publique permettront de trouver les voies d'une nouvelle économie intégrant les contraintes environnementales et sociales. Les différences fondamentales entre les conceptions du développement et celle du développement durable se situent, d'une part, sur le plan de l'espace des activités économiques et, d'autre part, sur le plan des variables économiques structurantes. Le développement se situait sur le plan des nations avec la mise en place de systèmes productifs (la nature comme le reste du monde n'intervenaient pas), avec une absence de prise en compte des régions infranationales et une ouverture mondiale minimale. Le développement durable se situe immédiatement sur le plan mondial, l'espace ainsi défini ne suppose aucun extérieur, ni sur le plan économique ni sur le plan de l'environnement, ce qui introduit de nouvelles contraintes. La variable environnementale dépasse les limites nationales et est souvent immédiatement mondiale (pollution, GES). La seconde différence tient à la prise en compte des stocks ou du patrimoine. La comptabilité nationale, construction théorique de l'analyse des systèmes productifs et

du développement, se cantonne à ses débuts à la mesure des flux. Ce n'est que progressivement que la richesse et le patrimoine seront intégrés dans les comptes nationaux, qui deviennent les comptes d'un espace national plus que ceux d'une économie nationale. L'approche économique, en termes de développement durable, se focalise prioritairement sur la prise en compte des stocks sur le plan de la nature, des ressources naturelles, renouvelables ou non (Brunel, 2010), et également sur le capital économique et les ressources humaines comme ensemble de capacité potentielle ou «capabilité» (Sen, 1982). L'économie du développement durable substitue une approche privilégiant le patrimoine et la gestion des diverses formes du capital (physique, humain, naturel) à l'analyse des flux entre les grandes fonctions économiques. Cette démarche rencontre les préoccupations du capitalisme patrimonial tel que l'appréhende Michel Aglietta (Aglietta, 1998), prenant le pas sur le capitalisme entrepreneurial ou managérial.

Cette approche globale, résultat indirect du processus libéral de mondialisation, à l'inverse de la mondialisation libérale, s'accompagne de la prise en compte de différents espaces, du très local au totalement global, sans que l'un soit totalement déterminant. C'est, sur le plan de l'analyse économique, le recours au principe de subsidiarité développé dans la gouvernance de l'Union européenne.

La poursuite du «développement toujours», nécessaire avec la croissance de la population et l'absence de satisfaction des besoins d'une partie importante de la population, n'est pas pensable sans modifications des modes de consommation et de production actuellement dominants. Les ressources disponibles et les atteintes à l'environnement et aux populations ne le permettraient pas (6). Deux réponses sont possibles et envisagées très schématiquement : la décroissance ou l'écologie industrielle associée à l'écomimétisme. La première démarche développe des conclusions difficilement acceptables, en particulier en termes de démocratie. La seconde façon de penser l'avenir suppose le développement de grappes d'innovations dans tous les champs de la production et de la consommation, y compris d'innovations sociales.

(6) C'est l'idée développée par les utilisateurs de l'empreinte écologique sur la nécessité de disposer de plusieurs terres.

## Un capitalisme durable ?

Le futur capitalisme reste à inventer, les débats et les confrontations permettront de construire l'économie durable et les relations sociales qui l'accompagneront.

Le dernier trait concerne l'intervention des acteurs à côté des Etats (modèle des systèmes productifs) et des firmes (modèle de la globalisation libérale). Nous trouvons ici tant le développement de la démocratie sociale, le rôle des ONG, que la responsabilité sociale des entreprises dans une démarche qui intègre toutes les parties prenantes au processus, élargissant ainsi le champ au-delà des propriétaires et des salariés.

Les actions des agents construisent le futur. Les résultats sont généralement assez différents de ceux attendus. Cependant les mutations et transformations en cours ne définissent que des potentialités. Deux attitudes s'opposent, celle des « nostalgiques » qui cherchent à revenir à une situation antérieure, supposée meilleure, et celle des « adaptables » qui considèrent qu'il faut s'accommoder des contraintes et tirer profit des possibilités. Les attitudes « nostalgique » et « adaptable » regroupent des positions très différentes puisque les objectifs sont également divers.

Pour les « nostalgiques », il faut militer pour retrouver un « âge d'or » du fordisme, du néolibéralisme, de la relation harmonieuse entre l'homme et la nature. Pour les uns, l'objectif principal est le retour aux systèmes productifs nationaux protégés par des droits de douane et des frontières. Ils se positionnent en rupture avec les processus de mondialisation alors même que le développement des échanges internationaux est consubstantiel à l'économie elle-même. L'exemple de la Chine, qui retrouve actuellement sa fonctionnalité d'exportateur international fort développée dès le XVII<sup>e</sup> siècle (Brook, 2009), illustre cette évidence. Pour d'autres, il s'agit de retrouver les conditions naturelles existantes avant la révolution industrielle, mais faut-il également retrouver la pauvreté et les famines ? Des « nostalgiques » plus récents cherchent à reprendre la marche en avant du néolibéralisme sans limites afin d'assurer le bonheur des hommes contre eux-mêmes. Il faudrait sans doute ajouter à cet inventaire les « nostalgiques » de l'Union soviétique et du mode de gouvernance centralisé.

Du côté des « adaptables », nous pouvons trouver toutes les nuances des transformations possibles entre ceux qui veulent imposer le bon modèle et ceux qui pensent qu'il faut surtout permettre aux acteurs de développer leurs potentialités au sein de structures démocratiques permettant non pas de supprimer les conflits mais de les réguler.

La mondialisation, de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, prend la forme du développement et de l'affrontement des impérialismes et s'achève avec la Première Guerre mondiale et la fin de la domination des Etats européens sur le monde. A la suite de cette guerre, les Etats recherchent, sous des formes diverses, à construire des systèmes productifs nationaux (qui comprennent les colonies), ayant des relations internationales réduites et jamais déterminantes dans la dynamique économique. Après la Seconde Guerre mondiale, les politiques de croissance et de développement illustrent cette démarche dont les fondements théoriques peuvent être trouvés chez les économistes de la synthèse. Ce modèle est déstabilisé par une ouverture internationale de plus en plus assumée, analysée dans les années 70 comme un processus d'internationalisation et la fin du SMI en 1971. C'est la crise des années 70. Après des tentatives de retrouver le mode de fonctionnement ancien se développe un capitalisme néolibéral, néoconservateur (patrimonial) et néanmoins schumpétérien (explosion des innovations et disparition, au moins dans les pays développés, d'industries matures).

Malgré des succès en termes de croissance économique, le modèle du capitalisme financier est instable. La crise de 2008 a remis, pour un temps au moins, l'assertion de la capacité des marchés à être autorégulateurs et efficaces tout en réduisant au minimum l'intervention publique. La crise du modèle néolibéral a conduit à ce résultat, pour le moins paradoxal, que l'intervention des Etats a permis d'éviter un effondrement complet de l'économie mondiale. La réponse à la crise néolibérale pourrait être le modèle du développement durable qui, outre une régulation publique, implique la prise en compte de l'environnement et, surtout, l'implication des parties prenantes (*stakeholder*) associée à une plus grande régulation de l'économie du monde. La crise du modèle néolibéral pourrait, comme après la crise de l'entre-deux-guerres, déboucher sur une période de stabilité structurelle.

Compte tenu des mouvements sociaux et politiques, trois hypothèses sont envisageables pour décrire les relations géopolitiques qui succéderont au modèle néolibéral et néoconservateur. Une première façon de penser l'avenir pourrait être, par analogie avec la crise des impérialismes, la volonté de reconstruire des systèmes productifs nationaux cohérents, diminuant l'importance des échanges internationaux et des relations internationales, avec le risque de développement des nationalismes et l'hypothèse de nouvelles guerres, voire d'une guerre mondiale. Une seconde piste retiendrait la continuation de la domination des marchés sans régulations politiques, avec un risque de développement de tendances autoritaires, pour en assurer la réalisation, contre les populations réticentes dans un monde uni ou bipolaire. Une troisième éventualité pourrait être la poursuite de regroupements régionaux disposant de structures institutionnelles démocratiques, organisés sous forme d'économies-mondes ouvertes dans une mondialisation assumée ou régulée, avec une démarche de dépassement démocratique de l'ancien modèle et d'instauration d'un monde pluripolaire.

## Références

- AGLIETTA M. (1998), « Le capitalisme de demain », *Note de la Fondation Saint-Simon*, n° 101.
- AGLIETTA M. (2010), *la Crise: les voies de sortie*, Paris, Michalon.
- AMABLE B. (2005), *les Cinq capitalismes: diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Seuil, Economie humaine.
- ANDREFF W., DELEPLACE G., GILLARD L., DUBOEUF F., LESPÈS J.-L. et SARDAIS L. (1974), « Internationalisation du capital et processus productif: une approche critique », *Cahiers d'économie politique*, vol. 1, n° 1, p. 9-121.
- ARTUS P. et VIRARD M.-P. (2011), *la France sans ses usines*, Paris, Fayard.
- BAILLY P. (2009), « Quels rôles de l'Etat dans le nouveau régime international en émergence: mondialisation et développement durable », *Informations et commentaires*, n° 148.
- BARRÈRE C., KEBABDJIAN G. et WEINSTEIN O. (1983), *Lire la crise*, Paris, Presses universitaires de France, Politique d'aujourd'hui.

- BERGER S. (2003), *Notre première mondialisation : leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, La République des idées.
- BLANCHARD O. et LEIGH D. (2013), « Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers », *IMF Working Paper*.
- BROOK T. (2009), *le Chapeau de Vermeer : le XVII<sup>e</sup> à l'aube de la mondialisation*, Paris, Payot, Histoire.
- BRUNEL S. (2010), *le Développement durable*, Paris, Presses universitaires de France, Que sais-je ?
- BYÉ M. et BERNIS G. de (1977), *Echanges internationaux*, Paris, Dalloz, Relations économiques internationales, 1 ; Précis Dalloz.
- Cercle des économistes (2009), *Fin de monde ou sortie de crise ?*, Paris, Perrin, Tempus.
- CHEVALLIER-LE GUYADER M.F. et COLLOMB B. (2011), *l'Economie, une science qui nous gouverne ? leçons des crises*, Questions vives (Arles), ISSN 2114-2726.
- EHRlich P.R. (1972), *la Bombe P : édition revue et corrigée par l'auteur...*, Paris, Fayard, les Amis de la terre, Les amis de la terre.
- FOURASTIÉ J. (1979), *les Trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, coll. "Pluriel".
- FUKUYAMA F. (1992), *la Fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.
- GALBRAITH J.K. (1974), *le Nouvel Etat industriel : essai sur le système économique américain*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines.
- GALBRAITH J.K. (2011), *la Crise économique de 1929 : anatomie d'une catastrophe financière*, Paris, Petite bibliothèque Payot, Petite bibliothèque Payot.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1981), *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge (Mass.) London, Harvard university press.
- GREFFE X. et REIFFERS J.-L. (dir.) (1978), *l'Occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, Dossier.
- HAMILTON A. (1791), « Online Library of Liberty – Manufactures », *The Works of Alexander Hamilton*, (Federal Edition), vol. 4.
- HIRSCHMAN A.O. et ANDLER P. (1981), « Grandeur et décadence de l'économie du développement », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 5 octobre.
- HOBBSBAWM E.J. (1999), *l'Age des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles [Paris], Ed. Complexe « Le Monde diplomatique », Bibliothèque complexe.
- HUNTINGTON S.P. (2007), *le Choc des civilisations*, Bibliothèque (Paris. 2007), ISSN 1957-9411.
- KEYNES J.M. (1959), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie*, Paris, Payot, Bibliothèque économique.
- LAMBIN J.-J., LAMFALUSSY A. (2011), *Quel avenir pour le capitalisme ? analyse et synthèse des débats actuels*.
- LIST F., TODD E. et KODRATOFF D. (1998), *Système national d'économie politique*, coll. "Tel", ISSN 0339-8560 ; 297.
- MEADOWS D.H., MEADOWS D., Randers J. et BEHRENS W. (1972), *Halte à la croissance ? enquête sur le Club de Rome*, Massachusetts institute of technology (dir.) Paris, Fayard, Ecologie.
- MILNER J.-C. (1997), *le Salaire de l'idéal : la théorie des classes et de la culture au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, Seuil essais.
- PALLOIX C. (1975), *l'Internationalisation du capital : éléments critiques*, Paris, F. Maspero, Economie et socialisme.
- PERROUX F. (1969), *l'Economie du XX<sup>e</sup> siècle, par François Perroux...* 3<sup>e</sup> édition augmentée, Paris, Presses universitaires de France.
- QUILÈS P. et NOVOSSELOFF A. (2005), *Face aux désordres du monde*.
- ROSTOW W.W. (1997), *les Etapes de la croissance économique : un manifeste non communiste*, Paris, Economica.
- SEN A. (1982), *Philosophy and Public Affairs*, Winter 1982, p. 3-39.

- STIGLITZ J.E. (2010), *le Triomphe de la cupidité*, Arles, Actes Sud, Babel.
- TOUSSAINT E. (2006), *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent: l'agenda caché du consensus de Washington*, Paris Genève Liège, Syllepse CETIM CADTM.
- VÉDRINE H. (2009), *le Temps des chimères: articles, préfaces et conférences, 2003-2009*, Paris, Fayard.
- VELTZ P. (2008), *le Nouveau monde industriel*, Paris, Gallimard, Le débat.